

ÉDITO

Les agriculteurs ont besoin d'une Europe qui accompagne et non qui sanctionne



L'Union européenne doit faire de la souveraineté agricole et alimentaire un enjeu stratégique pour les prochaines années. Cela passe par le développement de sa capacité à produire. Il faut concrètement se doter des moyens de production adéquats et assurer la rémunération des producteurs. Le « Pacte vert » qui a guidé le développement des politiques européennes pendant la mandature qui s'achève, s'est traduit par un véritable « tsunami » de réglementations, vécu par les agriculteurs comme un empilement de contraintes très peu lisibles, sans cohérence avec les autres politiques européennes, notamment dans le domaine commercial, et sans amélioration de leur revenu.

Pour les cinq prochaines années, des inflexions majeures doivent être apportées : le Parlement européen et les autres Institutions doivent tirer les leçons, d'une part de la bipolarisation contreproductive du débat entre agriculture et environnement, et d'autre part de la crise profonde du monde agricole.

L'objectif des Institutions européennes doit être également de créer des conditions favorables au renouvellement générationnel, alors que la moitié des agriculteurs français seront à la retraite en 2030. C'est dans ces conditions que l'Europe agricole retrouvera ambition et perspectives.

Margot Mégis, administratrice de Jeunes Agriculteurs et **Franck Sander**, vice-président de la FNSEA



9,29 MILLIARDS

LA FRANCE EST LA
1^{ère} BÉNÉFICIAIRE
DE LA PAC EN EUROPE



AGENDA

31 octobre HAUTE-GARONNE

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA et Maxime Buizard, membre du Bureau JA

31 octobre ARIÈGE

Eric Thirouin, trésorier de la FNSEA et président de l'AGPB

5 novembre AUBE

en attente élu FNSEA et Edouard Brunet, administrateur JA

6 novembre MAYENNE

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA

7 novembre SARTHE

Yohann Barbe, membre du Bureau de la FNSEA

7 novembre LOIRE

Patrick Bénézit, 2^e vice-président de la FNSEA et président de la FNB et Loïc Scalabrino, secrétaire général adjoint de JA

8 novembre CANTAL

Romain Blanchard, secrétaire général adjoint de la FNSEA

8 novembre PUY-DE-DÔME

Luc Smessaert, vice-président de la FNSEA

8 novembre PYRÉNÉES-ORIENTALES

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA et Yvan Jarnias, secrétaire général adjoint de JA

GRAND FORMAT

Les agriculteurs attendent de retrouver confiance en l'Europe

JA et la FNSEA sont profondément convaincus du rôle et de l'importance de l'Union européenne. Sans Europe forte l'agriculture française ne pourrait pas être compétitive et s'imposer dans un marché aujourd'hui totalement mondialisé. La Politique Agricole Commune (PAC), politique fondatrice de l'Union européenne, doit rester une priorité et voir ses moyens renforcés, car une agriculture européenne forte est une des réponses aux enjeux économiques, géopolitiques et climatiques.



Néanmoins, la PAC, tout comme l'ensemble des normes adoptées par l'Union européenne, vont trop souvent dans le sens de la contrainte et de la lourdeur administrative.

La technocratie et la surcharge de normes doivent cesser. Il faut redonner de la confiance aux agriculteurs et alléger les procédures et les contraintes.

INTERVIEW CROISÉE

Aude Geiger, administratrice de Jeunes Agriculteurs et Franck Sander, vice-président de la FNSEA

Que pensez-vous du Dialogue Stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE ?

A.G. : Le rapport qui en est issu a permis de dégager des consensus et de mettre en lumière différents enjeux cruciaux : les actifs et le défi générationnel, la place des agriculteurs dans la chaîne de valeur, les besoins de financement. Les propositions sur ces sujets sont une bonne chose mais il faut maintenant les concrétiser.

F.S. : Nous avons cependant des réserves très fortes sur un certain nombre d'affirmations, concernant la consommation de viande par exemple. Aujourd'hui notre tâche est de proposer et de défendre notre propre projet et notre propre vision de l'agriculture, qui nous permettra d'orienter les discussions sur le budget et sur la PAC dans le bon sens. Nous avons 100 jours pour le faire !



Quelles sont les raisons de la défiance des agriculteurs face à l'Europe ?

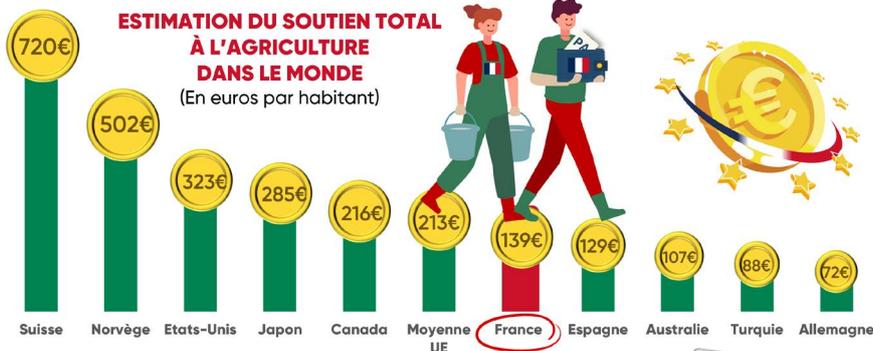
A.G. : Les retards de paiements de certaines aides sont une raison : aides à l'installation et aides à l'investissement notamment. Mais les agriculteurs ont aussi davantage de mal à accepter l'excès de normes européennes et le verdissement à marche forcée alors que dans le même temps nous importons des denrées qui ne respectent pas ces normes.

F.S. : Les manifestations à travers toute l'Europe ont fait bouger les lignes. La Commission Européenne a répondu à notre besoin de simplification, en permettant à toutes les régions de sortir des contraintes sur les prairies permanentes dès 2024 ou encore par la suppression des 4% de jachères obligatoires. Il faut aller plus loin !



Budget total PAC : 264 mds€

pour 2023-2027
(soit 53 mds€/an)



(PAC post-2020) : le maintien du budget de la PAC (hors inflation), ainsi qu'une obligation pour l'ensemble des Etats membres de définir l'agriculteur actif et de consacrer au moins 3% des paiements directs aux jeunes agriculteurs. Notre action a également permis de rendre accessible au plus grand nombre les écorégimes, ou encore de rendre concret le droit à l'erreur.



Des évolutions et des simplifications dans les règles de la PAC comme des avancées concrètes sur les prairies permanentes, sur l'obligation de jachères, et sur l'entretien des zones humides.



Des mesures de sauvegarde face aux importations ukrainiennes.



Des éléments au-delà de la PAC et des crises. Nous avons fait entendre la voix des agriculteurs notamment sur le projet de règlement européen sur l'utilisation durable des produits phytosanitaires dont nous avons obtenus l'abandon. Plus globalement nous n'avons eu de cesse de rappeler que le Green Deal ne doit pas opposer agriculture et transition.



Le paiement d'un acompte sur les aides au 16 octobre pour un montant plus important, depuis plusieurs années.

ACQUIS SYNDICAUX



TOUS EN ACTION

À VOS CÔTÉS AU QUOTIDIEN

JEUNES AGRICULTEURS ET LA FNSEA PRÊTS À SE MOBILISER À LA MI-NOVEMBRE !

Mardi dernier, Pierrick Horel et Arnaud Rousseau ont tenu une conférence de presse commune. L'objectif, faire entendre le message porté par l'ensemble du réseau : le monde agricole se mobilise ! Après l'annonce d'une possible signature française de l'accord du MERCOSUR, la flamme qui prenait déjà forme dans de nombreux départements a embrasé tout le territoire et nécessité un mot d'ordre commun : pas d'autre choix que de se battre ! Avec une intensification des actions prévue autour de la mi-novembre, JA et la FNSEA souhaitent être entendus de tout le monde et surtout jusqu'à Bruxelles.

LE MORBIHAN EN CONSEIL FÉDÉRAL

Ce mardi, JA et la FDSEA du Morbihan ont organisé leur Conseil Fédéral. Une occasion d'aborder les thématiques d'actualité mais aussi de faire un point d'étape sur les élections chambres. Manon Pisani, trésorière de Jeunes Agriculteurs et Christophe Chambon, secrétaire général adjoint de la FNSEA, sont intervenus notamment sur les problématiques sanitaires qui touchent le département. Ce Conseil a été l'occasion d'aborder les enjeux des élections MSA qui approchent à grand pas.

D'UNE SEULE VOIX, LE CAF NOUVELLE-AQUITAINE A EXPOSÉ AU PRÉFET DE RÉGION SES CRAINTES ET DOLÉANCES QUANT À LA SITUATION ET L'AVENIR DE L'AGRICULTURE.

Mardi dernier à Bordeaux, le CAF présidé par Denis Mousseau, président de la FNSEA Nouvelle-Aquitaine, avait convié le préfet de région, Etienne Guyot, accompagné de la DRAAF, pour une présentation de la situation économique de l'agriculture régionale et porter les doléances de JA et de la FNSEA, en soulignant que le CAF avait la volonté de tout mettre en œuvre pour redonner un cap à la ferme Nouvelle-Aquitaine au travers de la performance et la compétitivité.

LA HAUTE-MARNE VALORISE LES ACQUIS

Jeunes Agriculteurs et la FDSEA de Haute-Marne déclinent les acquis syndicaux sur leurs réseaux sociaux. A raison d'une thématique tous les deux jours, le département met en lumière tout ce qui a été obtenu durant l'année. Une belle façon d'alimenter ses réseaux sociaux tout en témoignant concrètement du travail accompli au quotidien !



Les plagats de la CR sont de retour !

À peine notre slogan « votons le bon sens » publié que la Coordination Rurale s'est empressée de le reprendre en masse, prouvant ainsi qu'il était aussi percutant que pertinent. Tout ça pour démontrer une fois de plus, s'il le fallait encore, qu'en matière de propositions comme d'acquis syndicaux, ils ne savent rien faire d'autre que suivre notre exemple et s'approprier notre travail !



LA PAROLE AUX FILIÈRES

L'AGPB agit au quotidien pour une PAC plus juste et « mieux d'Europe »

Aucun producteur de grandes cultures ne doit être laissé sur le bord du chemin ! Aux côtés de JA et de la FNSEA et de nos partenaires européens du CEJA et du COPA-COGECA, nous obtenons des résultats concrets : simplification de la PAC avec l'abandon des jachères imposées, rejet de la directive SUR (usage durable des pesticides), réhomologation du glyphosate, etc... Dans les mois à venir, nous redoublons d'efforts pour préserver durablement nos moyens de production et notre compétitivité face aux distorsions de concurrence : nous exigeons les mêmes règles du jeu pour tous !

Progression du revenu des producteurs et politiques de maintien de l'élevage bovin sur tout le territoire sont les 2 axes-clés de l'action FNB !

Nos priorités sont :

- Hausse du prix pour une juste rémunération (coût de production interprofessionnel).
- Objectiver le marché pour contrer les fake news
- S'opposer aux accords de libre-échange (MERCOSUR,...). Non à des importations ne respectant pas nos normes !
- Obtenir de l'Etat des mesures face aux aléas climatique et crises sanitaires, et d'appui économique (mesure fiscale en attente).
- Simplifier le normatif dont les BCAE, contrer des réglementations UE inacceptables (exclusion obtenue sur IED, BEA sur lequel nous menons combat à Bruxelles).



L'IDÉE DE BON SENS !

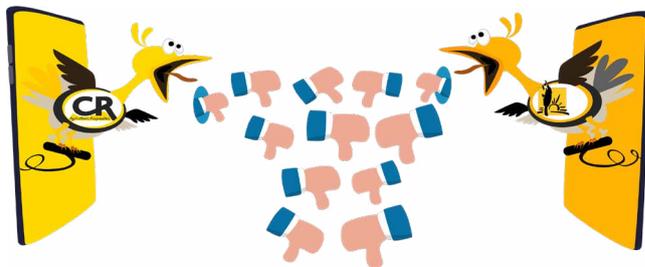
FACE AUX ATTAQUES DE LA CONCURRENCE, COMMENT RIPOSTER JUSTE !

Dans un contexte numérique où la concurrence peut rapidement se montrer offensive, savoir riposter de manière juste et stratégique est essentiel pour préserver l'image de JA et de la FNSEA. Cela nécessite une veille rigoureuse et une modération réactive, puis une analyse fine de la situation, pour adapter la réponse.

L'IMPORTANCE DE LA VEILLE ET DE LA MODÉRATION

Une bonne riposte commence par une détection précoce des situations sensibles. La veille active permet d'identifier rapidement les attaques pouvant nécessiter une intervention. Trois terrains d'expression doivent être surveillés :

- 1. Sur nos pages et publications** la légitimité de la riposte est la plus forte. Protéger sa communauté et son image passe par une modération stricte, en supprimant ou signalant les comportements inappropriés tout en contribuant aux débats construits et respectueux.
- 2. Terrains neutres** (publications de sites média) : intervenir ici peut permettre d'acquérir de nouveaux adhérents ou sympathisants, à condition de le faire de manière posée et factuelle.
- 3. Terrain des opposants : c'est le piège à éviter.** Se défendre directement chez l'adversaire est rarement judicieux, sauf en cas de fake news majeures nécessitant un démenti public.



5 CLÉS POUR RIPOSTER EFFICACEMENT

Le jour de l'interview, être accompagné peut offrir un soutien psychologique. Si l'entretien est enregistré, n'hésitez pas à reformuler les passages insatisfaisants.

- 1. Le tempo est crucial** : réagir trop tard décrédibilise, mais réagir à chaud peut aggraver la situation. Il faut prendre le temps de construire une réponse solide sans, pour autant, laisser s'installer le doute.
- 2. Stratégie d'ensemble** : bien connaître ses droits de réponse en tant que communicant et savoir sur quels terrains s'exprimer pour éviter de se disperser.
- 3. Tonalité de la réponse** : démenti factuel, rappel des règles, contre-argumentaire ou même d'une réponse humoristique... trouver le ton juste autour du message est clé.
- 4. Décloisonner** : impliquer un expert technique ou un autre communicant évite l'effet tunnel et apporte une réponse structurée et éclairée.
- 5. Ligne claire** : se défendre chez soi est une légitime défense, débattre sur un terrain neutre peut renforcer la notoriété, mais riposter chez l'adversaire est à double tranchant. Il faut peser le risque d'exposition avant de s'aventurer.

En résumé, une riposte juste est avant tout une riposte réfléchie, qui repose sur une analyse fine du contexte, une modération rigoureuse et une capacité à ajuster sa stratégie et sa tonalité.

PAROLES DE MILITANTS

Pol Dellivers, éleveur
laitier dans le Doubs

Être moteur dans
la recherche de
nouvelles idées



VOTONS
LE BON SENS